

# **Procédure d'appel d'offres ouvert**

## **(articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique)**

---

### **Fourniture de « Titres restaurants », de « CESU » et de « Chèques-vacances »**

---

#### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES N° 2025-29**

<b>1. Le contexte.....</b>	<b>4</b>
<b>2. Objet.....</b>	<b>4</b>
<b>3. Allotissement.....</b>	<b>5</b>
<b>4. Maximum du marché.....</b>	<b>5</b>
<b>5. Durée .....</b>	<b>5</b>
<b>6. Pièces contractuelles .....</b>	<b>5</b>
<b>7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents.....</b>	<b>6</b>
<b>8. Modalité de passation des bons de commande .....</b>	<b>6</b>
8.1    Mentions.....	6
8.2    Accusé réception et validation de la commande .....	7
8.3    Délai de validité.....	7
8.4    Modification/annulation .....	7
<b>9. Modifications de l'accord-cadre.....</b>	<b>7</b>
9.1    Prestations complémentaires.....	7
9.2    Evolutions .....	8
<b>10. Unité monétaire .....</b>	<b>8</b>
<b>11. Conditions financières .....</b>	<b>8</b>
11.1    Prix.....	8
11.2    Révision.....	9
11.3    Facturation .....	9
11.4    Délai global de paiement .....	10
11.5    Modalités de paiement.....	10
11.6    Réfaction .....	10
<b>12. Pénalités .....</b>	<b>11</b>
12.1    Pénalités liées à l'exécution de la prestation .....	11
12.2    Modalités d'application des pénalités .....	11
<b>13. Cession ou nantissement de créance .....</b>	<b>12</b>
<b>14. Assurances .....</b>	<b>12</b>
<b>15. Sous-traitance .....</b>	<b>12</b>
<b>16. Secret professionnel et obligation de discrétion .....</b>	<b>13</b>
<b>17. Protection de la main d'œuvre .....</b>	<b>13</b>

<b>18. Conformité aux règlements et référentiels de l'état .....</b>	<b>14</b>
18.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité.....	14
18.2 Conformité RGAA .....	15
18.3 Conformité RGI .....	15
<b>19. Pilotage des prestations .....</b>	<b>15</b>
19.1 Réunion de lancement .....	15
19.2 Comité opérationnel de suivi de la prestation .....	15
19.3 Suivi contractuel hors comitologie.....	16
<b>20. Exécution au frais et risques du titulaire .....</b>	<b>16</b>
<b>21. Différends et litiges .....</b>	<b>17</b>
<b>22. Résiliation de l'accord-cadre .....</b>	<b>17</b>
<b>23. Décompte de résiliation .....</b>	<b>17</b>
<b>24. Attribution de juridiction .....</b>	<b>17</b>
<b>25. Dérogations aux CCAG-FCS .....</b>	<b>18</b>

## 1. Le contexte

L'établissement public national à caractère administratif Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports, est un opérateur public, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, à la demande de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles et des collectivités locales.

L'établissement est implanté sur l'ensemble du territoire national avec un siège social à Saumur (49), de bureaux administratifs à Pompadour (19) et une vingtaine de sites répartis dans chacune des régions en France métropolitaine (voir annexe 1 en dernière page).

Les équipes de l'IFCE mettent à disposition leurs expertises, leurs compétences et leurs outils, pour le développement des activités liées au cheval dans les territoires au cœur d'un environnement en pleine mutation.

L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Être l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

La répartition géographique des sites et la politique de l'IFCE en matière d'action sociale conduit à la mise en place de différentes prestations.

L'IFCE propose l'attribution de titres restaurant, en l'absence temporaire ou permanente de moyen de restauration collective disponible, notamment pour les personnels dits « isolés ».

L'établissement souhaite favoriser le maintien dans l'emploi des parents et finance ainsi une partie des frais de garde de leurs enfants grâce au dispositif de CESU-Garde d'enfant.

L'établissement propose un dispositif d'épargne en vue d'obtenir des chèques-vacances pour les agents intéressés, avec une bonification de l'IFCE. Le chèque vacances peut être utilisé pour régler des voyages, de l'hébergement, de la restauration, des activités sportives et culturelles en France métropolitaine, dans les DROM COM et à destination des pays de l'Union Européenne.

## 2. Objet

Le présent appel d'offres a pour objet la fourniture, la livraison et la gestion de « titres restaurant », de CESU (chèques emploi service universels « Garde d'enfants de moins de six ans ») et la gestion de l'épargne avec commande de Chèques-vacances.

Remarque : le terme « bénéficiaire » employé dans le présent marché public désigne :

- pour le lot 1 : les agents (fonctionnaires, contractuels, apprentis, stagiaires) des différents sites (voir dans le CCTP la liste des sites concernés) ;
- pour les lots 2 et 3 : les fonctionnaires (titulaires et stagiaires), les agents recrutés en contrat à durée déterminée, les agents recrutés en contrat à durée indéterminée.

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire conclu en application des dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations sont exécutées par l'émission de bons de commande en fonction des besoins de l'IFCE.

### **3. Allotissement**

Le présent marché est alloti en application des dispositions de l'article R. 2113-1 du Code de la commande publique pour l'ensemble des prestations détaillées au cahier des clauses techniques particulières et décompose en deux lots comme suit :

- Lot 1 : Titres restaurant
- Lot 2 : Chèques emploi service universels « Garde d'enfants de moins de six ans »
- Lot 3 : Chèques-vacances

### **4. Maximum du marché**

Le marché ne comporte pas de montant minimum, mais le montant maximum des titres émis par l'IFCE est fixé en fonction des lots, sur la durée du marché, à :

- Lot 1 : 1.875.000 € HT
- Lot 2 : 100.000 € HT
- Lot 3 : 600.000 € HT

### **5. Durée**

Le présent accord-cadre est conclu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, pour une durée ferme de quatre ans.

Quelle que soit la date d'arrêt du présent accord-cadre, toutes les commandes passées pendant la durée de l'accord-cadre devront être exécutées jusqu'à leur terme, sauf décision contraire et explicite de l'IFCE notifiée au titulaire.

Le titulaire est tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché, et au-delà, si nécessaire, pour les obligations afférentes à la confidentialité et à la garantie.

### **6. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes

par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
2. Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
3. Les bons de commande ;
4. Le présent cahier des clauses administratives particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
5. Le cahier des clauses techniques particulières et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
6. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics applicables aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
7. L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes.
8. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire ;

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les documents contractuels de l'accord-cadre prévalent en cas de contradiction avec les documents des bons de commande.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement et au bordereau des prix unitaires, du CCAP, du CCTP ou du CCAG-FCS. Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, sur les documents du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

## **7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents**

La correspondance contractuelle et juridique, les documents techniques ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

## **8. Modalité de passation des bons de commande**

### **8.1 Mentions**

Chaque bon de commande comportera les mentions suivantes :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro de l'accord-cadre et le numéro du bon de commande, la date, la désignation des unités commandées ainsi que leur prix unitaire HT ;
- Le taux de la TVA ;
- Le montant HT et, le cas échéant, le montant TTC de la / des prestations ;
- Le cas échéant, le taux et le montant de la TVA applicable.

## **8.2 Accusé réception et validation de la commande**

Il est demandé au titulaire de l'accord-cadre, dans un délai de 24 heures ouvrées à compter de la réception du bon de commande, d'adresser au service, un accusé de réception de commande ou une confirmation de commande.

Par dérogation à l'articles 3.7.2 du CCAG-FCS, si dans un délai de 72 heures ouvrées à compter de la réception du bon de commande au titulaire de l'accord-cadre, la personne publique n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande définie dans le bon de commande. Le délai de livraison commence à courir à compter l'accusé de réception du bon ou à l'expiration du délai. Toute réserve ou observation est laissée à l'acceptation de l'IFCE.

L'IFCE peut accorder la prolongation des délais d'exécution au titulaire du marché.

## **8.3 Délai de validité**

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution ne peut excéder une période de plus de six mois après la date d'échéance de l'accord-cadre.

## **8.4 Modification/annulation**

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier, télécopie ou courriel) entre les parties.

La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais l'IFCE doit régler les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire par écrit.

## **9. Modifications de l'accord-cadre**

### **9.1 Prestations complémentaires**

L'IFCE se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences

d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché initial (art. R2194-3).

## 9.2 Evolutions

Le titulaire a la faculté, pendant la durée de validité de l'accord-cadre :

- D'apporter des modifications sur ses produits ou prestations en vue de leur amélioration ;
- D'introduire de nouveaux produits ou prestations, tant qu'ils s'inscrivent dans le champ du marché, et que leurs performances sont au moins équivalentes pour un prix au plus égal.

Il s'agit notamment de nouveaux produits ou prestations devant remplacer d'autres produits ou prestations destinés à l'ensemble de la clientèle du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer l'IFCE de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur ses produits ou prestations. Cette information devra être accompagnée des données techniques liées à ces changements.

Les nouveaux produits ou prestations, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant, si l'IFCE n'a pas fait d'observation dans le délai d'un mois à compter de la réception du courrier correspondant du titulaire.

## 10. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

## 11. Conditions financières

### 11.1 Prix

Les prix déterminés dans le document « bordereau de prix unitaires » constituent les prix du présent marché. Ils sont exprimés soit en € HT, soit en % appliqué à la valeur faciale du titre ou du chèque. Les frais de gestion ainsi obtenus sont exprimés en euros HT.

Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'IFCE n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif (en annexe au CCTP) régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.



Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales, franco de port et d'emballage.

Les prix fixés au BPU comprennent également l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le présent document, notamment les frais de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire, d'emballage, de manutention, d'assurance, de stockage, de transport jusqu'au lieu de livraison, de garantie et ceux mentionnés à l'article 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG-FCS.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts. Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire. Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé.

## **11.2 Révision**

Les prix sont fermes la première année. Ils sont ensuite révisibles annuellement à partir du treizième mois, par application de la formule suivante :

Choix de l'indice de référence (S) : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766502

Formule de révision des prix :

$$P_n = P_0 (S_n/S_0)$$

$P_n$  = prix révisé pour l'année n

$P_0$  = prix indiqué dans le bordereau de prix unitaire et réputé établi sur la base des conditions économiques (index connu) à la date de remise des offres

$S_n$  = valeur de l'indice "S" connu à la date de la révision (définitif)

$S_0$  = valeur de l'indice "S" au mois de remise des offres (définitif)

Modalités d'application :

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

A partir de la seconde révision, la valeur de référence s'incrémentera ( $P_1$ ,  $P_2$ ...)

Le titulaire transmet, lors de sa demande de révision, le bordereau de prix unitaire révisé et les détails du coefficient de révision, au plus tard deux mois avant la date d'effet de la révision.

## **11.3 Facturation**

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;

- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée. Il lui sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement, le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

#### **11.4 Délai global de paiement**

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en résulte.

#### **11.5 Modalités de paiement**

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

#### **11.6 Réfaction**

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'IFCE est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'IFCE fait connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'IFCE se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché

pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

## **12. Pénalités**

### **12.1 Pénalités liées à l'exécution de la prestation**

Le titulaire s'engage à respecter les délais fixés par l'IFCE et mentionnés dans les pièces contractuelles de l'accord-cadre et dans les bons de commande émis par l'IFCE au titre de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de mauvaise exécution, d'exécution partielle ou de retard dans l'exécution des prestations ainsi que l'absence de respect de chacun des délais fixés dans le marché peuvent donner lieu à l'application de pénalités, sans mise en demeure préalable.

L'établissement se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 100 euros par jour calendaire en cas de retard constaté dans le traitement des demandes des bénéficiaires de l'établissement (demandes d'information, réclamations, ...)

L'établissement se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 100 euros par jour calendaire en cas de retard constaté dans le traitement des demandes de l'établissement (délai de livraison, documents d'informations, demande de remplacement du correspondant).

Le décompte est calculé à compter du lendemain de l'expiration du délai d'exécution des prestations. Il prend fin à la date de remise effective du (ou des) document(s), ce jour étant inclus dans le délai.

### **12.2 Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation, dont la non-réalisation dans les délais a donné lieu à l'application d'une pénalité. Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de la pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées par écrit par l'IFCE. Elles sont le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation du marché.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles sont dues dès le premier euro.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'IFCE de notifier la résiliation du bon de commande ou du contrat dans les conditions prévues à l'article « résiliation ». Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à l'IFCE.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative. Lorsque le montant des pénalités dépasse 5 % des sommes

annuelles normalement dues au titulaire en rémunération de ses services, l'IFCE peut résilier le présent accord-cadre sans indemnité et sans délai.

Les pénalités notifiées au titulaire sont réglées dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la demande. A défaut de paiement dans ce délai, les pénalités réclamées sont payées par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'à leur complet paiement. Seul, le mandataire, en cas de groupement d'opérateurs économiques, ou le titulaire en cas de sous-traitance, est redevable du paiement des pénalités. Le mandataire fait son affaire de la répartition des pénalités entre les membres du groupement.

### **13. Cession ou nantissement de créance**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

### **14. Assurances**

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour toute la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens de l'article R. 321-1 du Code des assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile du titulaire après réalisation des prestations attendues, en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'IFCE ainsi qu'aux tiers, pour tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait du personnel, des collaborateurs ou des matériels du titulaire, de façon à faire bénéficier l'IFCE, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'IFCE.

### **15. Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, conformément à l'article R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées (la fourniture des titres ou chèques ne pouvant être sous-traitée) ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du présent marché public est possible à condition d'avoir obtenu de l'IFCE l'acceptation du sous-traitant et des modalités de son paiement. Ceci est constaté par un acte spécial signé par l'IFCE et le titulaire.

## **16. Secret professionnel et obligation de discrétion**

Outre les dispositions du CCAG-FCS, le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du périmètre de l'accord-cadre.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'IFCE, être communiqués à d'autres personnes étrangères à l'exécution de l'accord-cadre. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire, des sous-traitants ou partenaires à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer leur personnel ou les éventuels sous-traitants qu'ils sont astreints à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont connaissance lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Dans le cadre des dispositions prises par l'IFCE, puis à l'égard du titulaire des périmètres intéressant la sécurité, le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions de la Loi du 6 janvier 1978 relatives à l'informatique et aux libertés, actualisée par la loi du 20 juin 2018 et son décret d'application du 29 mai 2019 et les dispositions du Règlement général de la protection des données du 27 avril 2016 (voir détails à l'article 18).

## **17. Protection de la main d'œuvre**

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-FCS.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur au cours de l'exécution du périmètre de l'accord-cadre relatifs à la protection de la main œuvre et aux conditions de travail. A cet égard, ils sont seuls responsables vis-à-vis de l'Inspection du Travail et des tiers.

## 18. Conformité aux règlements et référentiels de l'état

### 18.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater

le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

## **18.2 Conformité RGAA**

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

## **18.3 Conformité RGI**

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

# **19. Pilotage des prestations**

## **19.1 Réunion de lancement**

Pour chacun des lots, une réunion de lancement avec le titulaire sera organisée par l'IFCE, dès la notification du marché. L'interlocuteur à l'IFCE sera la DRH (Direction des Ressources Humaines).

Cette réunion aura pour but le cadrage des prestations :

- présentation des intervenants ;
- validation des flux de fonctionnement avec le titulaire (workflow, traitement des commandes, niveau de reporting...);
- modalités pratiques de la mise en place et de l'exécution de la prestation ;
- mise en place de la comitologie ;
- réponses aux questionnements de l'IFCE et du titulaire.

Le compte-rendu de la réunion de lancement sera rédigé par le titulaire et proposé à la validation de l'IFCE dans un délai de 15 jours calendaires après la tenue de la réunion. En l'absence de remarques de l'IFCE dans ce délai, le compte-rendu est considéré définitif.

## **19.2 Comité opérationnel de suivi de la prestation**

**Le Comité opérationnel de suivi de la prestation** au niveau des responsables opérationnels de la gestion des prestations, se réunit trimestriellement (ou selon la périodicité convenue) et concerne le suivi de la relation commerciale et financière. Les lieux d'exécution de cette instance sont précisés dans les convocations (éventuellement à distance). Cette instance décisionnelle doit notamment permettre de traiter les points suivants :

- ✓ situation contractuelle et point financier,
- ✓ identification et suivi des risques majeurs,
- ✓ suivi des prestations (tableau de bord de suivi quantitatif),
- ✓ suivi de la qualité de la prestation ;
- ✓ devoir de conseil du titulaire,
- ✓ arbitrages éventuels,
- ✓ litiges.

Les comités sont initiés, préparés et animés par le titulaire en coordination avec l'IFCE. Le titulaire livre un compte-rendu à l'issue de chaque comité, proposé à la validation de l'IFCE dans un délai de 15 jours calendaires après sa tenue. En l'absence de remarques de l'IFCE dans ce délai, le compte-rendu est considéré définitif.

La fréquence et la composition des comités peuvent être adaptés en fonction de la nature de la prestation, d'un commun accord entre l'IFCE et le titulaire, notamment à la mise en place du marché.

### **19.3 Suivi contractuel hors comitologie**

Afin de communiquer une information importante, de prendre des décisions ou de traiter des problèmes, l'IFCE pourra obtenir à tout moment de rencontrer les représentants de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre habilités à prendre des décisions en son nom.

Outre le titulaire de l'accord-cadre et ses sous-traitants éventuels, l'IFCE pourra décider de la présence à ces réunions d'autres personnes, internes ou externes, pouvant contribuer à l'avancement du projet. Il pourra s'agir d'experts sur un sujet traité ou de personnes impliquées directement ou indirectement sur le projet.

## **20. Exécution au frais et risques du titulaire**

L'IFCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation de l'accord-cadre »).

Si l'IFCE ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son



exécution par le tiers désigné par l'IFCE.

## **21. Différends et litiges**

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, BP 207, Terrefort, 49411 Saumur cedex. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

## **22. Résiliation de l'accord-cadre**

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-FCS (articles 40 à 42), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant lui être demandés, notamment si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, délais...). C'est le cas en présence de mauvaise exécution des prestations objet du marché ayant donné lieu à des pénalités pendant trois mois consécutifs. Les cas autres prévus à l'article 41 du CCAG-FCS sont également applicables.

## **23. Décompte de résiliation**

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'IFCE et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

Sans attendre la liquidation définitive du solde, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle. Si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'IFCE lui verse 80% de ce montant. Si le solde est créditeur au profit de l'IFCE, le titulaire lui reverse 80% du montant du solde.

Le marché est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution pour lesquelles l'IFCE accepte l'achèvement.

## **24. Attribution de juridiction**

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – [greffe-ta.nantes@juradm.fr](mailto:greffe-ta.nantes@juradm.fr)

## **25. Dérogations aux CCAG-FCS**

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 8 relatif aux modalités de passation des bons de commande déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

L'article 12 relatif aux pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 22 relatif à la résiliation déroge à l'article 41 du CCAG-FCS.

L'article 23 relatif au décompte de résiliation déroge à l'article 43 du CCAG-FCS.



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## Annexe 1 : Implantation de l'IFCE

